



# Assemblée générale

Distr. générale  
7 décembre 2020  
Français  
Original : anglais

Soixante-quinzième session  
Point 22 b) de l'ordre du jour

## Mondialisation et interdépendance : migrations internationales et développement

### Rapport de la Deuxième Commission\*

*Rapporteur* : M. Diamane **Diome** (Sénégal)

#### I. Introduction

1. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 22 de l'ordre du jour (A/75/460, par. 3). Elle s'est prononcée sur l'alinéa b) à sa 6<sup>e</sup> séance, le 24 novembre 2020. Les débats que la Commission a consacrés à la question sont consignés dans le compte rendu analytique correspondant<sup>1</sup>.

#### II. Examen du projet de résolution [A/C.2/75/L.8/Rev.1](#)

2. À sa 6<sup>e</sup> séance, le 24 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé intitulé « Migrations internationales et développement » (A/C.2/75/L.8/Rev.1), déposé par le Guyana au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

3. À la même séance, la Commission a été informée que le projet de résolution révisé n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

4. À la même séance également, les Palaos se sont joints aux auteurs du projet de résolution révisé.

5. Toujours à la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.2/75/L.8/Rev.1](#) par 178 voix contre 3, avec une abstention (voir par. 8). Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche,

\* Le rapport de la Commission sur cette question est publié en trois parties, sous les cotes [A/75/460](#), [A/75/460/Add.1](#) et [A/75/460/Add.2](#).

<sup>1</sup> Voir [A/C.2/75/SR.6](#).



Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique, Hongrie, Israël.

*Se sont abstenus :*

Libye.

6. Toujours à la même séance, après le vote, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants pour expliquer leur vote : Hongrie, États-Unis d'Amérique, Mexique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

7. Toujours à la même séance, les représentants de la Libye, du Brésil et du Chili et l'observateur du Saint-Siège ont fait des déclarations.

### III. Recommandation de la Deuxième Commission

8. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### Migrations internationales et développement

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 58/208 du 23 décembre 2003, 59/241 du 22 décembre 2004, 60/227 du 23 décembre 2005, 61/208 du 20 décembre 2006, 63/225 du 19 décembre 2008, 65/170 du 20 décembre 2010, 67/219 du 21 décembre 2012, 69/229 du 19 décembre 2014, 71/237 du 21 décembre 2016 et 73/241 du 20 décembre 2018 sur les migrations internationales et le développement, sa résolution 68/4 du 3 octobre 2013 par laquelle elle a adopté la Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, sa résolution 60/206 du 22 décembre 2005 sur la facilitation des transferts de fonds des migrants et la réduction de leur coût, ses résolutions 62/156 du 18 décembre 2007, 64/166 du 18 décembre 2009, 66/172 du 19 décembre 2011, 68/179 du 18 décembre 2013, 69/167 du 18 décembre 2014, 70/147 du 17 décembre 2015, 72/179 du 19 décembre 2017 et 74/148 du 18 décembre 2019 sur la protection des migrants et sa résolution 62/270 du 20 juin 2008 relative au Forum mondial sur la migration et le développement, et rappelant également le chapitre X du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement<sup>1</sup> et les résolutions 2006/2 du 10 mai 2006<sup>2</sup>, 2008/1 du 11 avril 2008<sup>3</sup>, 2013/1 du 26 avril 2013<sup>4</sup> et 2014/1 du 11 avril 2014<sup>5</sup> de la Commission de la population et du développement,

*Réaffirmant* les dispositions de sa résolution 70/1 du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

*Réaffirmant également* les dispositions de sa résolution 69/313 du 27 juillet 2015 sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui appuie et complète le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont il fait partie intégrante, qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes, et qui réaffirme la

<sup>1</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2006, Supplément n° 5 (E/2006/25)*, chap. I, sect. B.

<sup>3</sup> *Ibid.*, 2008, *Supplément n° 5 (E/2008/25)*, chap. I, sect. B.

<sup>4</sup> *Ibid.*, 2013, *Supplément n° 5 (E/2013/25)*, chap. I, sect. B.

<sup>5</sup> *Ibid.*, 2014, *Supplément n° 5 (E/2014/25)*, chap. I, sect. B.

volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable, dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires,

*Réaffirmant en outre* la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, qu'elle a adoptée à sa réunion plénière de haut niveau sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 19 septembre 2016<sup>6</sup>,

*Réaffirmant* les dispositions du Nouveau Programme pour les villes, adopté à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), qui s'est tenue à Quito du 17 au 20 octobre 2016<sup>7</sup>, et consciente de la corrélation entre migrations, urbanisation durable et développement urbain durable,

*Réaffirmant également* les dispositions de l'Accord de Paris<sup>8</sup>, encourageant toutes les parties à l'appliquer dans son intégralité, et engageant les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>9</sup> qui ne l'ont pas encore fait à déposer dès que possible leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, selon qu'il conviendra,

*Rappelant* la Déclaration de Sendai et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), adoptés à la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe<sup>10</sup>, ainsi que les dispositions qu'ils contiennent qui sont applicables aux migrants,

*Rappelant également* le deuxième Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, tenu à New York les 3 et 4 octobre 2013, qui a été l'occasion d'envisager de manière constructive la question des migrations internationales et du développement et d'étudier le potentiel que représentent les migrations internationales et les problèmes qu'elles posent, notamment la protection des droits humains des migrants, ainsi que la contribution des migrants au développement,

*Rappelant en outre* la Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, adoptée le 3 octobre 2013 à l'occasion du Dialogue de haut niveau,

*Notant avec une vive préoccupation* que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) fait peser une menace sur la santé, la sécurité et le bien-être, qu'elle entraîne de grands bouleversements pour les sociétés et les économies, qu'elle a des conséquences désastreuses pour la vie et les moyens d'existence des populations et que ce sont les pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus touchés, réaffirmant son ambition, à savoir qu'il faut redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable en adoptant des stratégies de relèvement durables et inclusives qui permettent d'avancer plus rapidement dans la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 et de réduire le risque de chocs futurs, et considérant que la pandémie appelle une action mondiale fondée sur l'unité, la solidarité et le renouvellement de la coopération multilatérale,

*Consciente* qu'il importe de coopérer à l'échelle internationale pour faire en sorte que les migrations soient sûres, ordonnées et régulières, sachant les contributions positives qu'apportent les migrants à une croissance inclusive et au développement durable, dans leurs pays d'origine, de transit et de destination, ainsi

---

<sup>6</sup> Résolution 71/1.

<sup>7</sup> Résolution 71/256, annexe.

<sup>8</sup> Conclu au titre de la CCNUCC et paru sous la cote FCCC/CP/2015/10/Add.1, décision 1/CP.21.

<sup>9</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1771, n° 30822.

<sup>10</sup> Résolution 69/283, annexes I et II.

qu'à la riposte à la crise provoquée par la COVID-19 et au relèvement, notant en même temps avec préoccupation que les migrants comptent souvent parmi les personnes qui sont en situation de vulnérabilité face aux effets de la pandémie de COVID-19 en raison de divers facteurs, notamment leurs conditions de vie et de travail, leur statut migratoire, leurs connaissances locales et réseaux locaux limités, leur niveau d'inclusion dans les pays de destination et la xénophobie dont ils font l'objet, soulignant que, dans de nombreux pays, les migrants représentent une part considérable de la main-d'œuvre dans des secteurs d'activité clefs qui sont restés ouverts et actifs tout au long de la crise, tout en étant également surreprésentés dans certains secteurs les plus durement touchés par la pandémie, ce qui les force au sous-emploi et au chômage, notant également avec préoccupation que les mesures prises pour enrayer la propagation du virus, telles que le confinement total et la fermeture de sites, ont parfois aggravé les conditions de vie des migrants et que les fermetures de frontières ont également exercé une pression sur la sécurité de l'emploi, notant en outre avec préoccupation que la COVID-19 représente une menace d'un genre unique pour les envois de fonds, car les effets de la pandémie sur le développement durable ont privé de nombreux travailleurs migrants de leur principale source de revenus, entravant ainsi la capacité des familles qui reçoivent ces fonds de subvenir à leurs besoins fondamentaux, et, tout en tenant compte des droits, des obligations et des attentes des pays d'origine, des pays de destination et des personnels de santé migrants, notant avec préoccupation que les départs à l'étranger de membres du personnel de santé originaires de pays en développement, qui ont suivi des formations poussées et sont hautement compétents, se poursuivent à un rythme croissant, ce qui affaiblit les systèmes de santé de leur pays d'origine,

*Réaffirmant* la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>11</sup> et rappelant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>12</sup>, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>13</sup>, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>14</sup>, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>15</sup>, la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>16</sup> et la Convention relative aux droits des personnes handicapées<sup>17</sup>, et rappelant également la Déclaration sur le droit au développement<sup>18</sup>,

*Engageant* les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille<sup>19</sup>, ou d'y adhérer, et à envisager d'adhérer aux conventions pertinentes de l'Organisation internationale du Travail, le cas échéant,

*Rappelant* l'importance du programme pour un travail décent de l'Organisation internationale du Travail, notamment pour les travailleurs migrants, des huit conventions fondamentales de ladite organisation et du Pacte mondial pour l'emploi, adopté par la Conférence internationale du Travail à sa quatre-vingt-dix-huitième session, qui constituent le cadre général dans lequel chaque pays peut se donner des politiques adaptées à sa situation et à ses priorités en vue de promouvoir une reprise créatrice d'emplois et le développement durable,

<sup>11</sup> Résolution 217 A (III).

<sup>12</sup> Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 660, n° 9464.

<sup>15</sup> Ibid., vol. 1249, n° 20378.

<sup>16</sup> Ibid., vol. 1577, n° 27531.

<sup>17</sup> Ibid., vol. 2515, n° 44910.

<sup>18</sup> Résolution 41/128, annexe.

<sup>19</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2220, n° 39481.

*Mesurant* la contribution précieuse que le Forum mondial sur la migration et le développement a apportée à l'examen du caractère multidimensionnel des migrations internationales et à la promotion d'approches équilibrées et globales, ainsi qu'au dialogue sur la migration et le développement, et considérant que, grâce aux échanges de données d'expérience et de bonnes pratiques et à son caractère volontaire, intergouvernemental, non contraignant et informel, mais aussi à l'engagement d'acteurs de la société civile et du secteur privé, le Forum s'est révélé une instance très utile qui a permis aux États de tenir des débats francs et ouverts, notamment dans le cadre de dialogues multipartites, et qu'il a aidé à instaurer la confiance entre les participants,

*Consciente* du lien important et complexe qui existe entre les migrations internationales et le développement ainsi que de la nécessité de faire face aux difficultés que les migrations présentent pour les pays d'origine, de transit et de destination et d'exploiter leur potentiel, sachant que si les migrations posent des problèmes, elles ont également des retombées positives pour la communauté internationale, et réaffirmant qu'il importe d'inscrire cette question à l'ordre du jour des débats consacrés au développement aux niveaux mondial, régional et national, selon le cas, notamment au niveau des organismes des Nations Unies et des autres organisations internationales,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général<sup>20</sup> ;
2. *Estime* qu'il faut renforcer les synergies entre les migrations internationales et le développement à tous les niveaux, y compris aux niveaux mondial, régional, national et local, selon qu'il conviendra ;
3. *Demande* aux États Membres de prendre des mesures pour que les migrants soient pleinement associés à la riposte à la pandémie de COVID-19 et aux efforts de relèvement, dans un esprit de coopération internationale et en conformité avec les politiques, la législation et les circonstances nationales, sur la base du partage des responsabilités, y compris l'obligation des États de réadmettre leurs propres nationaux, en tenant compte de la vulnérabilité des migrants et de leurs contributions à la riposte à la crise de la COVID-19 et aux efforts de relèvement, entre autres, en veillant au plein respect des droits humains et des libertés fondamentales de tous les migrants, quel que soit leur statut migratoire, en rendant les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux, en continuant d'établir des cadres normatifs et réglementaires qui favorisent la concurrence, la réglementation et l'innovation sur le marché des envois de fonds, en élaborant des programmes et des instruments qui favorisent l'inclusion financière des migrants et de leur famille tout en tenant compte des questions de genre, afin de lever les obstacles structurels à l'égalité d'accès des femmes aux ressources économiques, en ramenant à moins de trois pour cent les coûts de transaction des envois de fonds d'ici à 2030 et en renforçant la coopération bilatérale, sous-régionale, régionale, interrégionale et multilatérale pour favoriser la protection, le bien-être et la réintégration effective et durable dans les marchés du travail des travailleurs migrants, conformément aux politiques nationales, et, à cet égard, salue le rôle joué par le Réseau des Nations Unies sur les migrations et par l'Organisation internationale pour les migrations, en sa qualité de coordonnatrice ;
4. *S'engage de nouveau* à veiller au plein respect des droits humains et des libertés fondamentales de tous les migrants, quel que soit leur statut, et à soutenir leurs pays d'origine, de transit et de destination, dans un esprit de coopération internationale, en prenant en compte la situation de chaque pays ;

---

<sup>20</sup> [A/75/292](#).

5. *Rappelle* le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières adopté par la Conférence intergouvernementale chargée d'adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, tenue à Marrakech (Maroc) les 10 et 11 décembre 2018, qu'elle a approuvé dans sa résolution 73/195 du 19 décembre 2018 ;

6. *Constate* que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières est le premier texte négocié par les gouvernements, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, couvrant les migrations internationales sous tous leurs aspects ;

7. *Estime* que les Dialogues de haut niveau sur les migrations internationales et le développement permettent d'approfondir le débat sur les aspects pluridimensionnels des migrations internationales et du développement afin de définir des moyens appropriés permettant de tirer le meilleur parti des avantages que présentent les migrations internationales sur le plan du développement et de réduire au minimum leurs effets indésirables ;

8. *Note* qu'à la suite de l'adoption du Pacte mondial, le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement a été redéfini et est devenu le « Forum d'examen des migrations internationales », qui servira de principal espace intergouvernemental permettant aux États Membres de débattre et de s'informer mutuellement des progrès accomplis dans la mise en œuvre de tous les aspects du pacte, y compris ceux qui ont trait au Programme de développement durable à l'horizon 2030<sup>21</sup>, avec la participation de tous les acteurs concernés, et que ce Forum se tiendra tous les quatre ans à compter de 2022 ;

9. *Rappelle* le débat de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, qui s'est tenu le 27 février 2019 sous les auspices de la Présidente de l'Assemblée générale, en lieu et place du Dialogue de haut niveau de 2019, pour pouvoir contribuer au Forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui a été l'occasion d'examiner les objectifs et les cibles relatifs aux migrations du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en tenant compte des textes issus d'autres mécanismes concernant les migrations internationales et le développement ;

10. *Se félicite* que le Secrétaire général ait décidé de créer un Réseau des Nations Unies sur les migrations ;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-septième session, un rapport sur l'application de la présente résolution ;

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-dix-septième session, au titre de la question intitulée « Mondialisation et interdépendance », la question subsidiaire intitulée « Migrations internationales et développement ».

---

<sup>21</sup> Résolution 70/1.